

Situation Mensuelle de l'Etat



Avril 2014



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dette financière de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -64,17 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin avril 2014 s'élève à -64,17 Md€ contre -66,89 Md€ à fin avril 2013 à périmètre constant. Cette évolution s'explique essentiellement par une hausse des

recettes (+2,37 Md€), une baisse des dépenses du budget général (-1,79 Md€) et par la dégradation du solde des comptes spéciaux (-1,44 Md€).

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 113,49 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 19,87 Md€ notamment au titre de l'abondement du compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » pour 16,58 Md€ et du compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat » pour 3,26 Md€ ;

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,85 Md€ imputables principalement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés (4,14 Md€) ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 4,93 Md€ dont 2,95 Md€ au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » et 1,01 Md€ au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques multidisciplinaires » ;

Les dépenses nettes à fin avril 2014 s'élèvent à 113,49 Md€ contre 115,29 Md€ à fin avril 2013 à périmètre constant. Cette évolution résulte de la baisse des dépenses de fonctionnement (-1,43 Md€ suite à l'opération exceptionnelle en 2013 d'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement), des charges de la dette (-1,27

✓ Mission **Défense** : 3,86 Md€ dont 2,16 Md€ pour le programme « Préparation et emploi des forces » et 1,21 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,47 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,79 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,64 Md€ ;

✓ Mission **Egalité des territoires, logement et ville** : 1,46 Md€ dont 1,28 Md€ au titre du programme « Aide à l'accès au logement ».

Md€) et des dépenses d'opérations financières (-0,62 Md€) mais également de la hausse des dépenses d'investissement (+1,37 Md€ essentiellement dus au programme « Excellence technologique des industries de défense » créé dans le cadre des nouvelles dépenses d'investissements d'avenir).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 67,92 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

Impôt sur le revenu : 4,63 Md€ ;

TVA : 11,74 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 2,05 Md€ dont 0,73 Md€ de mutations à titre gratuit par décès et 0,58 Md€ de taxe sur les installations nucléaires de base ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,87 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,69 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 90,70 Md€

Elles s'élevaient à 88,38 Md€ à périmètre constant à fin avril 2013, soit une augmentation de 2,32 Md€. Cette évolution résulte de l'augmentation des recouvrements d'IR (+4,53 Md€) et de TVA (+1,41 Md€) en partie

compensée par la baisse des recettes d'IS (-2,51 Md€ dû au décalage en 2014 de la date limite de paiement du solde au 15 mai) et des retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers (-0,89 Md€).

Recettes non fiscales : 1,64 Md€

Les recettes non fiscales à fin avril 2014 s'élèvent à 1,64 Md€ contre 1,73 Md€ à fin avril 2013 à périmètre constant.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -25,12 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -25,12 Md€ à fin avril 2014 contre -25,30 Md€ à fin avril 2013.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -18,60 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » laisse apparaître des dépenses pour 17,05 Md€ correspondant essentiellement au paiement des OAT à taux fixe et des recettes pour 16,86 Md€ principalement au titre de l'abondement du budget général. Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,65 Md€ et des recettes pour 2,76 Md€. Le compte « **Participations financières de l'Etat** » enregistre des dépenses pour 3,58 Md€ (dus

essentiellement au versement de la 5^{ème} tranche de la dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité) et des recettes pour 3,26 Md€ principalement au titre de l'abondement du budget général. Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » affiche 0,90 Md€ de dépenses correspondant au versement d'avances à l'ACOSS et 1,07 Md€ de recettes de TVA affectées aux organismes sociaux.

Au 30 avril 2014, le solde des comptes spéciaux s'établit à -18,60 Md€ contre -17,16 Md€ en avril 2013. Cet écart s'explique par l'évolution des soldes des comptes de concours financiers (-0,98 Md€ dont notamment le solde du compte d'avances aux collectivités territoriales -0,79 Md€) et des comptes d'affectation spéciale (-0,50 Md€).

Dette financière de l'Etat au 30 avril : 1 502,30 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 44,71 Md€) et les BTF (émissions nettes de

11,79 Md€). Les montants des BTAN ont diminué de 16,48 Md€ au cours des quatre premiers mois de l'exercice.



☞ La taxe générale sur les activités polluantes

Créé par la loi de finances pour 1999, **la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)** s'appuie sur le principe « pollueur-payeur », inscrit dans la charte de l'environnement adossée à la constitution depuis février 2005. Ce principe pose que les dommages causés à l'environnement par certaines activités sont mal pris en compte par les prix du marché. Ils peuvent alors faire l'objet d'une taxation spécifique, ayant pour effet de renchérir leur coût, afin de dissuader les acteurs économiques et de ramener ces activités à un niveau meilleur pour la société.

La taxe générale sur les activités polluantes est due par les entreprises dont l'activité ou les produits sont considérés comme polluants : déchets, émissions polluantes, huiles et préparations lubrifiantes, lessives, solvants, matériaux d'extraction, pesticides, produits chimiques...

A chaque catégorie de déchets et de pollution correspondent des assiettes et des taux différents modifiés chaque année. Par conséquent, un redevable peut être assujéti à plusieurs composantes de TGAP.

Le taux de la TGAP sur les carburants d'origine fossile (pétrole, charbon, gaz naturel) est révisé en cours d'année et est diminué en proportion du biocarburant (issu de matières organiques) qui leur est inséré.

Les entreprises doivent, avant le 30 avril de chaque année, adresser une déclaration aux services des douanes, concernant leurs activités réalisées l'année précédente. Cette déclaration permet de calculer les sommes dues mais aussi de régulariser les acomptes payés l'année précédente.

En effet, la TGAP est payable en trois acomptes, dus avant les 30 avril, 31 juillet et 31 octobre, chacun correspondant au tiers du montant total. Le premier acompte doit être réglé en même temps que la déclaration aux services des douanes (30 avril). Le paiement est spontané, les entreprises concernées ne doivent pas attendre un avis de paiement pour verser leurs acomptes.

La loi de finances initiale prévoit un montant de 0,50 Md€ de recettes de TGAP en 2014. Au 30 avril, le montant recouvré s'élève à 0,14 Md€.



	Mois	Cumul à fin avril		Renvoi Page
	Avril	2014	2013 retraité 2013 exécuté	
unité : million d'€.				
DONNEES BUDGETAIRES				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-36 152	-64 169	-66 890 -66 773	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	44 360	113 493	115 287 115 152	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	13 784	67 924	65 555 65 538	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	4 634	27 010	22 479 22 479	
- IS *	-542	9 028	11 538 11 538	
- TVA	11 741	46 134	44 724 44 709	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-5 576	-18 600	-17 159 -17 159	17
DONNEES PATRIMONIALES				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	2 177	89 329		18
Dettes financières de l'Etat	-5 672	1 502 302		19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	990	991	991
Dépenses de personnel	9 928	40 921	40 870	40 933
Dépenses de fonctionnement	10 615	22 418	23 844	23 692
Charges de la dette de l'Etat	16 581	18 395	19 665	19 665
Dépenses d'investissement	1 312	5 344	3 970	3 970
Dépenses d'intervention	5 894	25 304	25 207	25 161
Dépenses d'opérations financières	29	121	740	740
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	44 360	113 493	115 287	115 152
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	18 589	90 701	88 381	88 364
Recettes non fiscales	600	1 643	1 733	1 733
Prélèvements sur recettes	-5 557	-25 119	-25 297	-25 297
Fonds de concours	152	699	738	738
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	13 784	67 924	65 555	65 538
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	19 340	93 043	90 852	90 835
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-30 577	-45 569	-49 732	-49 614
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-218	1 622	2 124	2 124
Solde des comptes de concours financiers	-5 227	-20 259	-19 280	-19 280
Solde des comptes de commerce	-95	71	29	29
Solde des comptes d'opérations monétaires	-35	-141	-79	-79
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-5 576	-18 600	-17 159	-17 159
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-36 152	-64 169	-66 890	-66 773



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 928	40 921	40 870	40 933
Rémunérations d'activité	5 727	23 134	23 113	23 140
Cotisations et contributions sociales	4 124	17 500	17 477	17 513
Prestations sociales et allocations diverses	76	286	280	280
AUTRES TITRES	34 432	72 572	74 417	74 219
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	990	991	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	10 615	22 418	23 844	23 692
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	5 165	9 727	12 055	11 926
Subventions pour charges de service public	5 451	12 691	11 789	11 766
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	16 581	18 395	19 665	19 665
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	16 581	18 395	19 665	19 665
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 312	5 344	3 970	3 970
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 192	4 807	3 296	3 296
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	120	537	674	674
Titre 6 - Dépenses d'intervention	5 894	25 304	25 207	25 161
Transferts aux ménages	2 096	10 744	11 169	11 130
Transferts aux entreprises	1 453	3 908	2 975	2 974
Transferts aux collectivités territoriales	742	2 164	2 798	2 799
Transferts aux autres collectivités	1 604	8 486	8 265	8 258
Appels en garantie	0	2	0	0
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	29	121	740	740
Prêts et avances	21	29	28	28
Dotations en fonds propres	9	30	117	117
Dépenses de participations financières	0	63	595	595
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	44 360	113 493	115 287	115 152



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2014		Cumul à fin avril 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	188	212	1 357	990	1 217
Action de la France en Europe et dans le monde	151	133	659	597	794
Diplomatie culturelle et d'influence	18	59	507	255	285
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	20	190	138	138
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	243	196	922	833	862
Administration territoriale	156	138	575	536	540
Vie politique, culturelle et associative	7	5	74	71	69
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	80	52	273	226	254
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	203	202	1 120	1 176	1 166
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	80	89	524	619	600
Forêt	12	6	201	180	164
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	54	49	166	154	164
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	58	59	229	224	238
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	75	78	1 245	1 408	1 361
Aide économique et financière au développement	1	3	454	639	639
Solidarité à l'égard des pays en développement	73	74	791	769	723
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	14	68	2 103	2 037	2 147
Liens entre la Nation et son armée	9	8	37	31	34
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	5	45	1 985	1 969	2 075
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	15	81	37	38
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	48	48	223	219	219
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	31	31	115	115	113
Conseil économique, social et environnemental	0	0	38	38	39
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	18	70	65	68
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CULTURE	477	264	1 077	760	663
Patrimoines	251	90	377	225	158
Création	94	82	328	223	211
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	132	92	373	312	294
DEFENSE	3 651	3 864	13 601	15 824	14 754
Environnement et prospective de la politique de défense	158	205	673	667	601
Préparation et emploi des forces	2 072	2 158	7 987	7 962	8 392
Soutien de la politique de la défense	324	289	878	977	894
Equipement des forces	1 098	1 212	2 564	4 718	4 867
Excellence technologique des industries de défense (1)	0	0	1 500	1 500	0
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	119	113	370	326	306
Coordination du travail gouvernemental	42	37	132	123	118
Protection des droits et libertés	6	7	35	26	26
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	71	68	202	177	162
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (1)	0	0	0	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES (3)	452	922	4 354	3 303	3 902
Infrastructures et services de transports	135	468	1 623	1 392	1 882
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	5	25	97	57	47
Météorologie	0	51	153	102	106
Paysages, eau et biodiversité	16	48	138	107	101
Information géographique et cartographique	0	24	71	47	47
Prévention des risques	9	27	83	68	52
Energie, climat et après-mines	14	12	369	249	313
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables (3)	272	267	1 350	1 281	1 354
Innovation pour la transition écologique et énergétique (1)	0	0	0	0	0
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (1)	0	0	470	0	0
Ville et territoires durables (1)	0	0	0	0	0



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2014		Cumul à fin avril 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	619	778	583	592	453
Développement des entreprises et du tourisme	565	708	358	376	231
Statistiques et études économiques	40	56	168	163	168
Stratégie économique et fiscale	14	13	56	53	54
Projets industriels (1)	0	0	0	0	0
Innovation (1)	0	0	0	0	0
Economie numérique (1)	0	0	0	0	0
EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE	211	1 458	5 662	3 123	2 996
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	191	105	543	303	255
Aide à l'accès au logement	0	1 281	4 732	2 537	2 506
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	20	62	41	182	136
Politique de la ville	0	10	346	100	99
Conduite et pilotage des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	16 581	19 873	18 922	21 849	24 810
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	16 581	16 581	18 395	18 395	19 665
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	2	2	0
Epargne	0	30	525	190	266
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	3 262	0	3 262	3 262
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	1 617
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 620	5 847	23 045	22 593	22 353
Enseignement scolaire public du premier degré	1 599	1 592	6 397	6 389	6 282
Enseignement scolaire public du second degré	2 549	2 549	10 229	10 220	10 131
Vie de l'élève	578	731	2 282	2 081	2 000
Enseignement privé du premier et du second degrés	535	605	2 719	2 708	2 683
Soutien de la politique de l'éducation nationale	189	163	831	649	760
Internats de la réussite (1)	0	0	0	0	0
Enseignement technique agricole	170	208	587	547	497
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	901	891	3 891	3 745	3 872
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	641	647	2 833	2 728	2 867
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	17	14	48	45	43
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	78	78	300	297	260
Facilitation et sécurisation des échanges	134	131	598	558	577
Entretien des bâtiments de l'Etat	15	12	37	31	32
Fonction publique	16	10	74	86	94
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	71	70	229	153	131
Immigration et asile	70	69	225	150	124
Intégration et accès à la nationalité française	1	1	5	3	7
JUSTICE	454	661	2 399	2 543	2 565
Justice judiciaire	269	285	1 044	1 024	984
Administration pénitentiaire	61	278	736	990	981
Protection judiciaire de la jeunesse	95	67	319	240	251
Accès au droit et à la justice	6	6	208	206	265
Conduite et pilotage de la politique de la justice	22	24	90	81	84
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	43	74	472	241	259
Presse	4	33	86	84	77
Livre et industries culturelles	2	3	208	57	55
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	1	3	108	29	59
Action audiovisuelle extérieure	35	35	70	70	68



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2014		Cumul à fin avril 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	97	76	1 295	734	653
Emploi outre-mer	21	21	1 133	498	429
Conditions de vie outre-mer	77	56	162	237	223
POLITIQUE DES TERRITOIRES	14	20	23	65	57
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	10	20	16	59	52
Interventions territoriales de l'Etat	3	1	7	6	5
POUVOIRS PUBLICS	0	0	990	990	991
Présidence de la République	0	0	102	102	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	424	4 927	16 599	12 060	11 186
Formations supérieures et recherche universitaire	113	2 949	6 077	6 011	6 047
Vie étudiante	7	269	1 560	1 139	1 042
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	56	1 005	4 757	2 239	1 431
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	287	1 261	631	636
Recherche spatiale	0	138	1 346	768	771
Ecosystèmes d'excellence (1)	0	0	0	0	0
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables (3)	-2	89	1 016	835	780
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (1)	0	0	0	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	16	155	250	315	276
Recherche duale (civile et militaire)	179	0	179	0	59
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	1	1	26
Enseignement supérieur et recherche agricoles	55	34	151	122	119
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	117	311	4 564	3 047	3 028
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	56	3 046	1 941	1 972
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	138	757	344	263
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	117	117	762	762	793
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	258	232	685	707	659
Concours financiers aux communes et groupements de communes	102	64	125	190	189
Concours financiers aux départements	19	6	20	7	13
Concours financiers aux régions	0	64	340	340	277
Concours spécifiques et administration	137	99	200	169	180
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	6 634	6 605	23 678	23 631	27 504
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 368	6 340	22 146	22 099	26 162
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	265	265	1 532	1 532	1 342
SANTE	239	52	927	331	301
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	239	52	409	124	133
Protection maladie	0	0	518	207	168
SECURITES (3)	1 463	1 465	6 081	5 788	5 906
Police nationale	808	792	3 080	3 035	3 059
Gendarmerie nationale	620	643	2 877	2 645	2 685
Sécurité et éducation routières	9	10	36	34	33
Sécurité civile (3)(4)	26	20	88	74	130



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2014		Cumul à fin avril 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SECURITE CIVILE (2)	0	0	0	0	0
Intervention des services opérationnels (3)(4)	0	0	0	0	0
Coordination des moyens de secours (2)	0	0	0	0	0
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	565	696	11 769	4 436	4 731
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	1	14	83	14	358
Actions en faveur des familles vulnérables	28	21	114	69	67
Handicap et dépendance	13	247	10 584	3 577	3 545
Egalité entre les hommes et les femmes	3	2	5	3	1
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	519	412	984	773	760
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	83	42	273	159	199
Sport	57	23	178	82	115
Jeunesse et vie associative	26	19	95	77	84
Projets innovants en faveur de la jeunesse (1)	0	0	0	0	0
TRAVAIL ET EMPLOI	684	920	6 331	3 459	3 538
Accès et retour à l'emploi	249	671	4 447	2 398	1 935
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	375	167	1 595	805	1 327
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	22	44	23	27
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	59	60	245	234	249
Formation et mutations économiques (1)	0	0	0	0	0
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	40 549	50 965	154 792	137 124	142 791
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	33 915	44 360	131 114	113 493	115 287

(1) programme créé en 2014

(2) programme ou mission supprimé en 2014

(3) changement de libellé en 2014

(4) programme ayant changé de mission en 2014



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	4 741	27 498	23 013	23 013
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	135	578	546	546
Impôt sur les sociétés (C)	360	11 696	18 486	18 486
Impôt sur les sociétés	356	11 471	18 079	18 079
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	5	225	408	408
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	231	1 158	2 067	2 067
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	71	227	174	174
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	-13	164	1 056	1 056
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	56	207	201	201
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	1	1	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	9	10	3	3
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	7	30	18	18
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	5	6	6
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	4	9	9	9
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	8	25	30	30
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	3	4	4
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	1	1
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	5	39	38	38
Recettes diverses	81	439	528	528
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 153	3 898	3 999	3 998
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 524	63 354	62 110	62 096
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 050	6 150	5 664	5 663
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	19	107	105	105
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	15	51	56	56
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	4	5	5
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	91	414	407	407



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	727	2 617	2 578	2 578
Contribution de sécurité immobilière	48	193	172	172
Autres conventions et actes civils	39	162	162	162
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	30	122	115	115
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	9	23	56	56
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	11	71	45	45
Timbre unique	-42	54	131	131
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	7	64	154	154
Autres droits et recettes accessoires	1	2	2	2
Amendes et confiscations	3	12	9	9
Taxe générale sur les activités polluantes	127	137	195	195
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	9	9	9
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	3	46	47	47
Autres droits et recettes à différents titres	0	2	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	9	21	22	22
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	17	16	16
Taxe sur certaines dépenses de publicité	24	25	25	25
Taxe de l'aviation civile	6	66	31	31
Taxe sur les installations nucléaires de base	577	577	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	3	18	14	14
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	145	630	604	604
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	59	204	215	215
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	35	135	130	130
Prélèvements sur les paris sportifs	14	53	47	47
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	4	18	22	20
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	7	32	32
Taxe sur les transactions financières	70	249	216	216
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	1	3	3
Autres taxes	8	40	35	35
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	25 194	114 332	115 885	115 868
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	18 589	90 701	88 381	88 364



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	5	30	156	156
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	1	124	124
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	5	29	32	32
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	332	736	581	581
Revenus du domaine public non militaire	21	98	84	84
Autres revenus du domaine public	106	161	54	54
Revenus du domaine privé	2	13	18	18
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	12	66	54	54
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	188	381	368	368
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	12	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	2	5	3	3
Produits de la vente de biens et de services (C)	83	271	280	280
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	40	96	97	97
Autres frais d'assiette et de recouvrement	40	162	160	160
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	2	2	2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	1	7	17	17
Autres recettes diverses	1	4	3	3
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	27	89	135	135
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	2	34	82	82
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	3	5	5
Intérêts des autres prêts et avances	22	24	21	21
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	1	23	24	24
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	5	3	3



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	58	174	106	106
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	32	2	2
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	13	14	3	3
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	0	1	3	3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	44	118	93	93
Frais de poursuite	1	4	4	4
Frais de justice et d'instance	1	3	0	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	0	0
Divers (F)	94	343	474	474
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	28	48	56	56
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	13	42	36	36
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	3	3	3
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	41	41
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	3	2	2
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	4	3	3
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	2	2	2
Récupération d'indus	2	9	11	11
Recouvrements après admission en non-valeur	16	52	58	58
Divers versements de l'Union européenne	0	14	30	30
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	9	4	4
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	7	9	9
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	13	77	78	78
Produits divers	2	5	24	24
Autres produits divers	14	69	118	118
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	600	1 643	1 733	1 733



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2014	2013 retraité	2013 exécuté
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 865	-14 932	-14 791	-14 792
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 167	-12 663	-12 682	-12 682
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-4	-6	-6
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-10	-10
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-273	-930	-792	-792
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-58	-61	-65	-65
Dotation élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-19	-18	-18
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	-1	-1
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	-3	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-275	-1 102	-1 146	-1 146
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-39	-42	-39	-39
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-13	-54	-21	-21
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-5	-5	-12	-12
Dotation de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
Versement complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011 (1)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte (2)	-14	-28	0	0
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (2)	-20	-21	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 691	-10 187	-10 506	-10 506
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 557	-25 119	-25 297	-25 297
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	122	616	643	643
Fonds de concours - coopération internationale	30	83	95	95
TOTAL FONDS DE CONCOURS	152	699	738	738

(1) ligne supprimée en 2014
(2) ligne créée en 2014



unité : million d'€.

	Mois d'avril		Cumul à fin avril					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	9 048	8 829	22 731	23 595	24 353	25 719	1 622	2 124
Aides à l'acquisition de véhicules propres	28	54	82	68	112	92	30	25
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	433	131	443	297	456	485	13	188
Développement agricole et rural	0	4	5	2	13	19	8	17
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	39	31	80	126	125	121	45	-5
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	2	6	3	130	9	7	6	-123
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	21	32	69	65	130	116	61	52
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	0	0	-1	68	0	0	1	-68
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	3 576	3 263	3 646	5 248	3 266	5 332	-380	84
Pensions	4 948	5 308	18 403	17 593	20 222	19 511	1 819	1 918
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	0	19	35	19	35
Comptes de concours financiers	9 292	4 065	36 631	33 498	16 373	14 218	-20 259	-19 280
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	90	0	115	130	17	17	-98	-113
Avances à l'audiovisuel public	592	220	1 480	1 149	695	657	-784	-493
Avances aux collectivités territoriales	7 650	2 761	30 643	28 912	11 292	10 351	-19 350	-18 561
Avances aux organismes de sécurité sociale	901	1 069	4 276	3 084	4 196	3 017	-79	-68
Prêts à des Etats étrangers	16	13	65	210	164	177	99	-33
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	44	2	54	13	8	0	-46	-13
Comptes de commerce	17 166	17 071	21 102	22 557	21 172	22 586	71	29
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	61	142	214	282	271	376	57	95
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	13	12	50	50	47	44	-3	-6
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	1 265	1 417	1 265	1 417	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	37	52	135	91	179	179	44	88
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	17 047	16 858	19 420	20 580	19 391	20 553	-28	-27
Gestion des actifs carbonés de l'Etat (1)	0	0	0	119	0	0	0	-119
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	2	0	0	0	-2
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	5	12	16	13	16	1	0
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	5	0	5	0	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	253	217	750	420	609	341	-141	-79
Emission des monnaies métalliques	45	7	71	83	35	51	-37	-32
Opérations avec le Fonds Monétaire International	208	208	679	335	572	288	-107	-48
Pertes et bénéfices de change	0	3	0	2	3	3	3	1
TOTAL COMPTES SPECIAUX	35 759	30 183	81 214	80 070	62 507	62 864	-18 707	-17 206
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	35 551	29 975	80 535	79 734	61 935	62 576	-18 600	-17 159

(1) mission supprimée courant 2013



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2014
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	465	187	651
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10
	La Poste	1	0	1
	Autres organismes à caractère financier	223	118	341
	Total organismes à caractère financier	701	304	1 004
	Régions	1 204	-809	394
	Départements	4 702	-2 277	2 425
	CEPL			
	Communes	18 791	-3 434	15 357
	HLM	372	-53	318
	Autres CEPL	19 355	-1 561	17 794
	Total CEPL	44 424	-8 135	36 289
	Hôpitaux	4 475	-282	4 193
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 308	1 323	10 632
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 355	-32	2 323
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 420	1 861	4 281
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	803	578	1 381
	Total établissements publics nationaux	14 886	3 730	18 616
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	11 953	-1 774	10 178	
Communautés européennes	166	239	405	
Fonds et Fondations	69	-14	55	
GIP	433	91	523	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
EPLE	1 802	834	2 636	
Autres correspondants	12 122	-240	11 882	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	74	-74	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 500	597	15 097	
Total Dépôts de fonds du Trésor	91 103	-5 321	85 782	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	781	93	874
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	3 482	-809	2 673
	Intérêts courus sur comptes à terme	2	-2	0
	Total Comptes à terme	4 265	-718	3 547
Total Passif (A)		95 368	-6 039	89 329
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1
Découverts des correspondants du Trésor		1	-1	0
Total Actif (B)		2	-1	1
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		95 367	-6 038	89 329



	Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2014
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 457 220	40 023	1 497 243
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 066 941	44 712	1 111 652
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	905 045	39 212	944 257
- <i>taux variable</i>	142 776	5 363	148 139
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	216 436	-16 477	199 959
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	204 641	-17 298	187 343
- <i>taux variable</i>	11 284	786	12 070
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	173 843	11 788	185 631
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	0	0	0
Dettes exigibles	0	0	0
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	0	0	0
Autres emprunts (C)	5 084	-25	5 059
TOTAL (A+B+C)	1 462 304	39 998	1 502 302



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} avril jusqu'à la fin du mois.

Les chiffres « exécutés » 2013 correspondent aux données publiées l'année dernière.

Les chiffres « retraités » 2013 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2014.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.